

## L

**LABEL.**

Proposition de résolution de M. Edouard Herriot tendant à inviter le Gouvernement à créer un label national (travail d'aveugles), présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 2702.

**LABIN (Mme) : Dissolution demandée du parti communiste.** — Voy. PROCÈS-VERBAL [19 juin 1957] (p. 2770).

**LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTÉ PUBLIQUE.** — Voy. HYGIÈNE ET SANTÉ PUBLIQUE (nos 994, 1230).

**LABORATOIRES.**

— agricoles (certificat et brevet techniques). — Voy. *Agriculture*, § 12.

— d'analyses médicales (prélèvements). — Voy. *Hygiène et Santé publique*, § 4.

— national de la Santé Publique. Voy. *Hygiène et Santé publique*, § 11.

— (Attribution de subventions, par l'intermédiaire de l'Institut national d'Hygiène, aux — privés). — Voy. BUDGET DE 1957 (n° 2951) [8 décembre 1956] (p. 5764).

**LA BRIGUE.**

— Nationalité française aux origines de. — Voy. *Nationalité française*, § 1.

**LABRUSSE (Libération de M.).** — Voy. BUDGET DE 1956 (n° 2526) [28 juillet 1956] (p. 3719, 3720).

**LA CELLE SAINT-CLOUD (Communiqué de) : Controverse Pinay-Pineau touchant sa portée (indépendance du Maroc).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 74, [1<sup>er</sup> juin 1956] (p. 2229, 2234).

**LACQ.**

— Transport exclusif du gaz de. — Voy. *Impôts indirects*, § 73.

— (Gaz de). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 200.

— (Gaz de) : Distribution. — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 284.

**LACOSTE (M. Robert) : Sa désignation comme Ministre-résident en Algérie après la démission du Général Catroux.** — Voy. COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT, n° 1 [16 février 1956] (p. 323).

**LA COURTINE.**

— Utilisation du camp de. — Voy. *Armée*, § 177.

**LA FAYETTE : Confusion avec George Washington dans l'intervention de M. Ra-**

**mette en faveur du lieutenant Maillot (déserteur).** — Voy. PROCÈS-VERBAL [8 novembre 1956] (p. 4549); Voy. INTERPELLATIONS, n° 118.

## LA HAYE.

— Convention (procédure civile — vente d'objets mobiliers — sociétés — obligations alimentaires). — Voy. *Traités et Conventions*, § 67.

— **(Cour de) : Jurisprudence en matière d'agression (intervention franco-britannique en Égypte).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 117 [31 octobre 1956] (p. 4438, 4439, 4440, 4442).

## LAICITÉ.

— **(Concordat scolaire envisagé) (contacts prétendus avec de hauts dignitaires de l'Église).** — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [16 mars 1956] (p. 1011).

— **(Position du Gouvernement).** — Voy. MINISTÈRES (déclaration de M. Guy Mollet) [31 janvier 1956] (p. 135 et suiv.).

— **(des services publics).** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 251.

— **(Voyage officiel du premier magistrat de la République auprès du Pape.** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 193; Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [14 mai 1957] (p. 2340).

## LAIT.

— contrôle sanitaire du. — Voy. *Agriculture*, § 137.

— contrôle supplémentaire de la teneur en matière grasse du. — Voy. *Agriculture*, § 152.

— distribution dans les écoles. — Voy. *Enseignement (Dispositions générales)*, § 40.

— aux économiquement faibles. — Voy. *Economiquement faibles*, § 3.

— fraudes sur le. — Voy. *Agriculture*, § 37.

— importateurs de. — Voy. *Agriculture*, § 146.

— prix du. — Voy. *Agriculture*, § 38.

— de vaches traitées à la pénicilline. — Voy. *Agriculture*, § 59.

— **(Marché et prix du).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

— **(Prix du).** — Voy. *AGRICULTURE* (n° 1954).

— **(Grève et rôle des fonctionnaires).** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 280.

**LAMBERT (Préfet).** — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 14.

**LAMMERDING (Général) : non-extradition du.** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 315.

**LANDES (Département des) : détournements au détriment de l'assistance médicale gratuite.** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 198.

**LANDES DE GASCOGNE : (Problème des gemmeurs).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 146 [5 mars 1957] (p. 1277 à 1279, 1299).

**LANDUCCI (Commission).** — Voy. RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

**LANGUEDOC.** — Voy. BAS-RHONE—LANGUEDOC.

## LANGUES.

— et dialectes locaux. — Voy. *Langues et dialectes*, §§ 1, 2.

## LANGUES ET DIALECTES.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret, tendant à modifier la loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 organisant l'enseignement des langues et dialectes locaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 février 1958 (renvoyée

Langues  
et dialectes

à la Commission de l'éducation nationale),  
n° 6744.

§ 2. — Proposition de loi de M. Tanguy-Prigent et plusieurs de ses collègues tendant à amender la loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 sur l'enseignement des langues régionales, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 juin 1958 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 7242.

### LANIEL (René).

— Faillite. — Voy. *Conseil de la République*, § 3.

### LAOS.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Michelin tendant à inviter le Gouvernement à accorder au Royaume du Laos une aide nécessaire à son développement économique et social, présentée au Conseil de la République le 26 décembre 1957 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 139 (année 1957-1958).

§ 2. — Proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder au Royaume du Laos une aide nécessaire à son développement économique et social, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 janvier 1958 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 6416.

§ 3. — Aide au. — Voy. *Laos (Royaume du)*, § 2.

— Convention commerciale. — Voy. *Traités et Conventions*, § 53.

— Convention d'entraide judiciaire. — Voy. *Traités et Conventions*, § 72.

— Voy. INTERPELLATIONS, n° 135 [22 mars 1957] (p. 1797).

### LAPINS.

— domestiques (prix de vente). — Voy. *Agriculture*, § 112.

— de garenne en Sologne. — Voy. *Animaux nuisibles*, § 2.

### « LA QUESTION ».

— **Tortures dénoncées par le livre d'Henri Alleg.** — Voy. INTERPELLATIONS, nos 360, 365, 374.

### LA RÉUNION.

— **(Elections municipales).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 276.

— **(Elections du 17 novembre 1957).** — Voy. INTERPELLATIONS, nos 280, 291.

— **(Election partielle).** — Voy. ELECTIONS PARTIELLES [18 février 1958] (p. 818).

— **(Réduction des crédits d'aide sociale).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 329.

### LARGACTIL.

— Dermite du. — Voy. *Accidents du travail*, § 14.

### LA ROQUE (Colonel de).

— **Déportation et mort consécutive.** — Voy. ELECTIONS (Indre-et-Loire) [22 février 1956] (p. 430); [7 mars 1956] (p. 723).

### LA ROQUE-GAGEAC (Dordogne).

— Voy. *Calamités publiques*, §§ 2, 4, 7.

### LAVAL (Mayenne).

— Centre d'apprentissage de. — Voy. *Formation professionnelle*, § 4.

### LAVALETTE (ATELIERS DE).

Rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la production industrielle par M. Peytel sur la proposition de résolution de M. Jean Aubin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouver-

nement à reconsidérer les conditions dans lesquelles ont été cédées les parts sous séquestre de la société des ateliers de construction Lavallette, (Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1693, 2<sup>e</sup> col., § 1<sup>er</sup>); (repris le 17 mai 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 1875.

## LAVANDE.

— production à l'échelle familiale de la. — Voy. *Agriculture*, § 147.

— culture familiale de la. — Voy. *Agriculture*, § 148, 152.

— dans le département de la Lozère. — Voy. *Agriculture*, § 150.

**LE BLANC (M. Louis).** — Voy. *Confiscations*, § 1<sup>er</sup>.

## LÉGION D'HONNEUR.

— aux anciens combattants 1914-1918. — Voy. *Décorations*, §§ 11, 24, 26, 38, 40, 43, 47, 48, 49.

— aux anciens combattants nommés chevaliers. — Voy. *Décorations*, § 30.

— anniversaire de la bataille de Verdun (40<sup>e</sup>). — *Décorations*, §§ 4, 7, 27.

— codification des textes législatifs concernant la. — Voy. *Décorations*, § 57.

— aux combattants volontaires 1914-1918. — Voy. *Décorations*, § 22.

— aux combattants volontaires de la résistance. — Voy. *Décorations*, § 54.

— aux grands mutilés de guerre. — Voy. *Décorations*, § 18.

— aux maires de France. — Voy. *Décorations*, § 25.

— aux médaillés militaires. — Voy. *Décorations*, § 39.

— aux militaires n'appartenant pas à l'armée active. — Voy. *Décorations*, § 1<sup>er</sup>.

— aux militaires ayant combattu après l'armistice de 1940. — Voy. *Décorations*, § 34.

— aux militaires servant en Afrique du Nord. — Voy. *Décorations*, § 29.

— aux militaires servant en Extrême-Orient. — Voy. *Décorations*, § 36.

— du Ministère de la France d'outre-mer. — Voy. *Décorations*, § 14.

— aux pensionnés définitifs pour maladie. — Voy. *Décorations*, § 8.

— aux personnels en Afrique du Nord. — Voy. *Décorations*, § 51.

— aux personnels civils en fonction en Algérie. — Voy. *Décorations*, § 56.

— 40<sup>e</sup> anniversaire de la victoire (attribution de croix de chevalier). — Voy. *Décorations*, § 58.

— à titre civil (suspension des promotions) — Voy. *Décorations*, § 17.

— traitement de la. — Voy. *Décorations*, §§ 32, 33, 45.

— sans traitement (contingents de décoration de la). — Voy. *Décorations*, § 50.

— aux victimes civiles de la guerre. — Voy. *Décorations*, § 9.

**(Budget de la).** — **Revalorisation demandée des traitements.** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 107.

## LÉGISLATION.

— hospitalière. — Voy. *Hospices et hôpitaux*, § 10.

— des jours fériés et chômés. — Voy. *Jours fériés*, § 4.

## LÉGISLATION SOCIALE.

Proposition de loi de M. Goussu et plusieurs de ses collègues tendant à appliquer en matière de législation sociale le délai de prescription de trois ans prévu en matière de chiffre d'affaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 février 1956 (renvoyée à la Commission du travail), n° 465

## LÉGITIMATION.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Pflimlin tendant à ouvrir un délai pour l'application de l'acte dit loi du 2 novembre 1941 relatif à la légitimation des enfants dont les parents se sont trouvés, en raison des circonstances de la guerre, dans l'impossibilité de contracter mariage, présentée à l'Assemblée Nationale le

Légitimation

15 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3764 ; rapport le 28 novembre 1957 par M. Isorni, n° 6020. Adoption sans débat le 13 décembre 1957 sous le titre : « Proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'application de la loi validée du 2 novembre 1941 et de l'ordonnance du 2 décembre 1944 permettant la légitimation de certains enfants de victimes civiles et militaires de la guerre. » — Proposition de loi n° 922.

Transmise au Conseil de la République le 17 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice) n° 108 (année 1957-1958) ; rapport le 30 janvier 1958 par M. Jozeau-Marigné, n° 205 (année 1957-1958). Adoption avec modifications le 4 février 1958. — Proposition de loi n° 76 (année 1957-1958).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 février 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6493 ; rapport le 25 février par M. Isorni, n° 6711. Adoption sans débat le 27 mars 1958. — Proposition de loi n° 1079.

Loi du 3 avril 1958, publiée au *J. O.* du 4 avril 1958 (p. 3296).

§ 2. — adoptive. — Voy. *Adoption*, §§ 3, 5, 6, 8.

— des enfants dont les parents n'ont pu contracter mariage. — Voy. *Légitimation*, § 1<sup>er</sup>.

**LÉGITIMATION ADOPTIVE (Après naissance d'enfants légitimes).** — Voy. *ADOPTION* (n° 2667).

**LE GORGEU.** — Voy. *EDUCATION NATIONALE*.

## LÉGUMES.

— licences d'importation et d'exportation des. — Voy. *Agriculture*, § 141.

— Marché des fruits et. — Voy. *Agriculture*, § 133.

**LE HAVRE : Fermeture de l'usine de la S. N. C. A. N. — (réaffectation des bâtiments et du personnel).** — Voy. *QUESTIONS ORALES*, n° 94.

**LE MANS (Opération policière maladroite visant la surveillance des travailleurs Nord-Africains).** — Voy. *QUESTIONS ORALES*, n° 162.

**LE MOULE (Guadeloupe).** — Voy. *QUESTIONS ORALES*, n° 208.

**LÉNINE (Citations concernant le rôle des alliés éventuels du parti communiste).** — Voy. *ÉLECTIONS (Indre-et-Loire)* [7 mars 1956] (p. 724).

**LE PEN (M. Jean) : Son rôle dans les manifestations poujadistes de Châteauroux.** — Voy. *QUESTIONS ORALES*, n° 72.

## LÈPRE.

— Prophylaxie de la. — Voy. *Hygiène et santé publique*, § 45.

**LESSEPS (Ferdinand de).**

— timbre à l'effigie de. — Voy. *P.T.T.* § 43.

**LE TROQUER (M. le Président) : Impartialité contestée par le groupe de l'U. F. F.** — Voy. *ÉLECTIONS (Bouches-du-Rhône)* [3 février 1956] (p. 200) ; *(Haute-Garonne)* [15 février 1956] (p. 304) ; *PROCÈS-VERBAL* [16 février 1956] (p. 318 à 321), [17 février 1956] (p. 350), [21 février 1956] (p. 374).

## LETTRES.

— Sciences et arts (codification des textes). — Voy. *Oeuvres artistiques et littéraires*, § 5.

**LIBAN.** — Voy. *INTERPELLATIONS*, n° 135 (Débat).

**LIBÉRATION.**

— de citoyens emprisonnés pour manifestations contre le départ des rappelés. — Voy. *Amnistie*, § 32.

— des militaires pères de famille. — Voy. *Armée*, § 111.

— de patriotes emprisonnés pour faits de résistance. — Voy. *Amnistie*, § 35.

— **(des Français du Maroc)**. — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 225.

**LIBERTÉ.**

— de la production et du commerce. — Voy. *Économie nationale*, § 1<sup>er</sup>.

— Syndicale. — Voy. *Travail (Réglementation du)* § 1<sup>er</sup>.

— **(Défense de la)**. — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Ch. de Gaulle) [1<sup>er</sup> juin 1958].

— **(d'expression et de réunion et de la presse)**. — Voy. INTERPELLATIONS, n<sup>os</sup> 362, 363, 365.

— **(de la presse) (saisie de trois hebdomadaires)**. — Voy. INTERPELLATIONS, n<sup>os</sup> 362, 363, 365.

— **de réunion : Atteinte à la (La Réunion)**. — Voy. ÉLECTIONS PARTIELLES [18 février 1958] (p. 818).

**LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Bruyneel, relative à la sauvegarde des libertés démocratiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission de la défense nationale), n° 3854.

§ 2. — Proposition de loi de M. Roger Duchet et plusieurs de ses collègues relative à la sauvegarde des libertés démocratiques, présentée au Conseil de la République le 24 janvier 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 287 (année 1956-1957).

**LIBERTÉS PUBLIQUES : (Incidents du 1<sup>er</sup> mai 1956 à Saint-Etienne) (manifestants nord-africains porteurs de banderoles subversives)**. — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 73.

— **(et manifestations factieuses)**. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 355.

**LIBERTÉS RÉPUBLICAINES. (Sauvegarde des)**. — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT n° 2 ; INTERPELLATIONS n° 366.

**LIBRAIRE.**

Proposition de loi de M. Darou tendant à créer une carte professionnelle de libraire, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1957 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 5623.

**LIBRE ECHANGE.**

— **(Zone de)**. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 278 ; MINISTÈRES (Présentation de M. Mollet) [28 octobre 1957].

— **(Zone de — et Marché Commun)**. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 282.

**LIBYE.**

— traité d'amitié. — Voy. *Traités et conventions*, § 45.

— **(Déclaration du roi de ... après la ratification du traité franco-libyen)**. — Voy. BUDGET DE 1957 (n° 2951) [26 novembre 1956] (p. 5070, 5071).

— **(Ratification du traité) (Scrutin public à la tribune écarté)**. — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [22 novembre 1956] (p. 5015) ; scrutin (p. 5016) ; liste des votants (p. 5032). Entendus : MM. Moisan, G. Mollet, *Président du Conseil* ; P. André, Dronne, Pelat.

— **(Solidarité avec l'Égypte et les insurgés algériens) (discours du trône)**. — Voy.

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [26 novembre 1956] (p. 5070). Entendus : MM. Boscary-Monsservin, D. Mayer, P. Montel.

### LICENCES.

— d'importation et d'exportation. — Voy. *Agriculture*, § 141.

### LICENCIEMENT.

— des personnels des usines d'aviation. — Voy. *Aéronautique*, § 12.  
 — des personnels des usines de Canon (Vienne). — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 82.  
 — réglementation et sécurité de l'emploi. — Voy. *Travail (réglementation du)*, §§ 17, 22.  
 — de tout titulaire de la carte du combattant. — Voy. *Fonctionnaires*, § 148.

— **arbitraire (ingénieur d'un établissement nationalisé, fils de fusillé et de déportée)**. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 354.

— **(Fermeture des chantiers navals de Caen)**. — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 23.

— **(dans l'industrie de l'aéronautique)**. — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [14 janvier 1958].

— **(d'ouvriers et de délégués syndicaux après une grève)**. — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 306.

— **(Personnel des théâtres nationaux)**. — Voy. INTERPELLATIONS, nos 356, 358.

— **(à la poudrière de Pont-de-Buès (Finistère))**. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 285.

### LIEUTENANTS.

— à titre temporaire (reclassement). — Voy. *Armée*, § 40.  
 — de carrière (soldes des). — Voy. *Armée*, § 11.  
 — droits des. — Voy. *Armée*, § 164.

### LIÉVIN.

— catastrophe de. — Voy. *Mines*, §§ 44, 46.

### LIGNE.

— maritime Bordeaux—Brésil—La Plata. Voy. *Marine marchande*, §§ 30, 31.

### LIGUE ARABE.

— **(action de la ... à New-York)**. — Voy. BUDGET DE 1957 (n° 2951) [7 décembre 1956] (p. 5682, 5683).

### LIGUE DES DROITS DE L'HOMME.

— Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Ch. de Gaulle [1<sup>er</sup> juin 1958] (p. 2577).

**LIGUES FACTIEUSES et manifestations**. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 355.

### LILLE.

— école nationale d'enseignement technique à. — Voy. *Enseignement technique*. — § 4.

### LIMITE D'ÂGE.

— des candidats aux emplois réservés victimes des événements d'A.F.N. — Voy. *Emplois réservés*, § 6.

— des candidats éprouvés par circonstances de guerre. — Voy. *Enseignement (dispositions générales)*, § 13.

— déportés résistants. — Voy. *Pensions et retraites*, § 63.

— pour les étudiants de la France d'outre-mer. — Voy. *T.O.M.*, § 152.

— des fonctionnaires anciens combattants. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 5, 173.

— des fonctionnaires de l'éducation nationale. — Voy. *Fonctionnaires*, § 181.

— des fonctionnaires et magistrats. — Voy. *Fonctionnaires*, § 69; *Organisation judiciaire*, § 10.

— des officiers de la Gendarmerie. — Voy. *Gendarmerie nationale*, §§ 8, 9.  
— des personnels militaires, — Voy. *Armée*, § 71.

## LIMOGES.

— (**Dénonciations calomnieuses au préjudice d'une petite entreprise pétrolière de**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 187.

— (**Interdiction d'une réunion publique organisée par l'U. D. C. A.) (poujadiste)**. — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 140.

— (**Suspension par jugement du journal «l'Echo du Centre»**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 148.

## LIQUIDATION.

— anticipée de la pension vieillesse. — Voy. *Allocation-vieillesse (salariés)*, § 44.  
— des pensions des fonctionnaires retraités. — Voy. *Pensions et retraites*, § 2.

## LISTES.

— des 213 articles. — Voy. *Traitements et salaires*, § 34.  
— électorales des élections aux organismes de sécurité sociale. — Voy. *Sécurité sociale*, § 72.  
— électorales prud'homales. — Voy. *Conseils de prud'hommes*, § 13.  
— électorales en Algérie (établissement, révision, contrôle). — Voy. *Algérie*, §§ 57, 72.

## LISTES ÉLECTORALES.

— (**irrégulières de La Réunion**). — Voy. ELECTIONS PARTIELLES [18 février 1958] (p. 818).

**LITIGE entre un ressortissant français et le gouvernement éthiopien**. — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 311.

## LIVRE.

— blanc sur les Français disparus au Maroc. — Voy. *Maroc*, § 4.  
— diffusion à l'étranger du. — Voy. *Presse*, § 19.

## LIVRETS.

— de famille (aux mères de famille non mariées). — Voy. *Etat civil*, §§ 8, 14.  
— de famille (parents des conjoints). — Voy. *Etat-civil*, § 5.

**LOBI (pays) : Incidents du 4 mai 1958**. — Voy. INTERPELLATIONS, nos 383, 384.

## LOCATAIRES.

— âgés de plus de 70 ans (renouvellement du bail). — Voy. *Loyers*, § 67.  
— des cités d'urgence. — Voy. *Logement (crise du)*, § 5; *Loyers*, § 22.  
— Commerçants (indemnité d'éviction). — Voy. *Propriété commerciale*, §§ 3, 14.  
— d'immeubles vendus par appartement. — Voy. *Loyers*, § 42.

## LOCATIONS.

— conclues par l'Etat. — Voy. *Fermages*, § 20.  
— gérance des fonds de commerce. — Voy. *Fonds de commerce*, §§ 1, 2, 3, 4, 5.

**LOCATION-GÉRANCE**. — Voy. FONDS DE COMMERCE (n° 7847).

## LOCAUX.

— accessoires des commerçants non sédentaires. — Voy. *Propriété commerciale*. § 27.  
— commerciaux inoccupés (réquisition). — Voy. *Loyers*, § 12.  
— existants (meilleure utilisation des). — Voy. *Logement (crise du)*, § 4.



Locaux

— d'habitation ou à usage professionnel. — Voy. *Loyers*, § 81.

— insuffisamment occupés dans les H. B. M. — Voy. *Loyers*, § 43.

— scolaires (dans les communes dortoirs). — Voy. *Construction immobilière*, § 31.

— scolaires (édification de). — Voy. *Constructions scolaires*, § 1<sup>er</sup>.

— (Taxe sur les ... insuffisamment occupés). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 214.

**LOCAUX ADMINISTRATIFS (Acquisition, transformation, aménagement : crédits consacrés à cet objet depuis 1944).** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 289.

### LOCK-OUT.

— de 1935 dans les mines. — Voy. *Mines*, § 16.

— (Fermeture des établissements Berliet à Venissieux et à Lyon). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 297.

### LOGEMENT.

— (Attribution d'un). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 223.

— (Expulsion des locataires âgés). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 237.

— (des ouvriers agricoles). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

— (Liquidation des entreprises de crédit différé) (application en justice des textes y relatifs). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 96.

— (Loi-cadre sur la construction) (report de la discussion en cours au lundi 19). — Rejet au scrutin des propositions primitives. Adoption au scrutin des propositions modifiées — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [16 novembre 1956] (p. 4769, 4770); liste des votants (p. 4800, 4801). Entendus : MM. Halbout, Isorni, G. Guille, *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* ; P. Montel, Tourtaud,

Desouches, *Vice-président de la Commission de la reconstruction*; Boscary-Monsservin.

— (Permis de construire) (procédure dans la région parisienne, retards). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 192.

— (Politique du Gouvernement en matière de). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 107 [19 octobre 1956] (p. 4253, 4254, 4260 à 4262), [23 octobre 1956] (p. 4289).

### LOGEMENT (Cités d'urgence).

— (Bénéfice de l'allocation-logement). — Voy. QUESTIONS ORALES, nos 5, 7.

— (Cas de la cité des Coudreaux, Chelles, Seine-et-Marne). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 22.

— (Situation déplorable des locataires). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 5.

### LOGEMENT (Crise du).

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Temple et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que dans toutes les villes où un service du logement a été établi, il soit créé des centres d'accueil pour les familles sans logis et pour les isolés, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 258 ; rapport le 23 mai par M. Le Strat, n° 1921.

§ 2. — Proposition de loi de MM. Bouxom et Jean Cayeux tendant à soumettre les logements mis en location par les offices publics et sociétés d'habitations à loyer modéré aux mêmes conditions d'occupation minima que celles applicables pour les locaux d'habitation soumis aux dispositions de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 350.

§ 3. — Proposition de loi de MM. Bouxom, Jean Cayeux et Mme Francine Lefebvre ten-

dant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 490.

§ 4. — Proposition de loi de M. Bouxom et Mme Francine Lefebvre tendant à modifier l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, en vue d'une meilleure utilisation des locaux existant, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 493.

§ 5. — Proposition de loi de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer la situation des locataires des logements économiques de première nécessité dits cités d'urgence, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 1466.

§ 6. — Proposition de loi de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions d'attribution des logements des immeubles d'habitation à caractère définitif construits dans la commune de Nanterre (Seine) en application de l'article 24 de la loi n° 52-5 du 3 janvier 1952, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 1491.

§ 7. — Proposition de loi de MM. Ulrich, Arbogast et Mme Francine Lefebvre tendant à compléter les articles 63 et 483 du Code pénal dans le but de réprimer les vacances abusives d'immeubles et l'omission de déclarer la vacance d'un immeuble, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1774.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Hernu et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures en vue de renforcer les moyens d'accueil et d'hébergement mis à la disposition des jeunes travailleurs durant leurs congés payés, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juin 1956 (renvoyée à la Commission du travail), n° 2145.

§ 9. — Proposition de loi de M. Marrane et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter la loi n° 50-893 du 2 août 1950,

instituant une aide financière au profit de certains locataires ou occupants en vue de leur permettre de couvrir certaines dépenses de déménagement et de réinstallation, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3370.

§ 10. — Proposition de loi de M. Maton et plusieurs de ses collègues tendant à instituer des mesures exceptionnelles permettant la réquisition effective des locaux vacants ou insuffisamment occupés, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4597.

§ 11. — Proposition de loi de M. Marcellin et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter le relogement des Français rapatriés d'Afrique du Nord par l'exercice du droit de reprise pour les Français séjournant dans les T.O.M., présentée à l'Assemblée Nationale le 21 mai 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5055.

§ 12. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à réserver à Paris et dans le département de la Seine, aux étages inférieurs des nouveaux immeubles locatifs construits par les organismes H.L.M. et ceux utilisant des fonds publics des logements pour les personnes âgées, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 6995.

§ 13. — Proposition de résolution de M. Courrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre sans tarder à l'étude puis en application un plan destiné à résoudre la question du logement des vieux travailleurs et personnes âgées, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1958 (renvoyée à la Commission du travail), n° 7128.

§ 14. — en Algérie. — Voy. *Algérie*, § 6.  
— attribution de (dans les immeubles de Nanterre) — Voy. *Logement (Crise du)*, § 6.  
— Conseil supérieur du. — Voy. *Habitat*, § 2.

— construction de. — Voy. *Construction immobilière*, § 45.

— droit au (fonctionnaires des écoles). — Voy. *Enseignement (Personnel de l')*, § 25.

— économiques et familiaux. — Voy. *Construction immobilière*, § 40.

— figurant dans le contrat de travail. — Voy. *Travail (Réglementation du)*, § 83.

— indépendance du (ouvriers agricoles). — Voy. *Travail (Réglementation du)*, § 8.

— neufs (cautionnement). — Voy. *Loyers*, § 48.

— du personnel des mines. — Voy. *Mines*, §§ 11, 27.

— pour les personnes âgées — Voy. *Logement (Crise du)*, §§ 12, 13.

— programme du. — Voy. *Construction immobilière*, § 7.

### LOGEMENTS.

— (Expulsions sans relogement préalable). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 5.

— (Société coopérative de construction « L'entraide familiale » de Poitiers) (situation critique de la). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 9.

— (vacants ou inoccupés dans la Seine) (statistique depuis 1951). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 5.

### LOI D'ASSISTANCE.

— réforme de. — Voy. *Assistance et prévoyance sociales*, § 22.

### LOI BARANGÉ.

— abrogation de la. — Voy. *Enseignement (Dispositions générales)*, §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3, 27, 28, 30.

Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. Guy Mollet [28 octobre 1957]).

### LOI BIONDI.

— applicable à tous les fonctionnaires anciens combattants. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 75, 86.

### LOI-CADRE.

— agricole. — Voy. *Agriculture*, § 91.

— en Algérie. — Voy. *Algérie*, §§ 47, 49.

— pour la construction. — Voy. *Construction immobilière*, § 17.

— sur la législation hospitalière. — Voy. *Hospices et hôpitaux*, § 10.

— pour les T. O. M. — Voy. *Délai constitutionnel*, § 26; *T. O. M.*, § 26.

— (Application de la ... en A. O. F.). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 307; MINISTÈRES (Présentation de M. Mollet [28 octobre 1957], (Présentation de M. Gaillard [5 novembre 1957]).

— (Application de la ... dans les T.O.M.). — Voy. INTERPELLATIONS; n°s 338, 353.

### LOI-CADRE SUR L'AGRICULTURE.

— Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat); MINISTÈRES (Présentation de M. Guy Mollet [28 octobre 1957]).

### LOI ÉLECTORALE.

— Modification à la. — Voy. *Constitution*, § 50.

— Voy. INTERPELLATIONS, n°s 1, 28 [2 mars 1956] (p. 638, 640); n° 135 [14 mars 1957] (p. 1593).

— (Révision nécessaire). — Voy. MINISTÈRES (déclaration de M. G. Mollet) [31 janvier 1956] (p. 135, 143, 153).

### LOI DE FINANCES.

— de l'exercice 1958 (dépôt le 1<sup>er</sup> octobre 1957). — Voy. *Budget (exercice 1958)*, § 1<sup>er</sup>.

— de l'exercice 1958. — Voy. *Budget (exercice 1958)*, § 2.

### LOI GAZIER.

— Voy. *Sécurité sociale*, § 79.

**LOI GRAMMONT.**

— Voy. *Animaux*, § 1<sup>er</sup>.

**LOI LABORBE.**

— (**Non-application de la**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

**LOI DU 16 DÉCEMBRE 1950.**

— (**Application à La Réunion**). — Voy. ELECTIONS PARTIELLES [18 février 1958] (p. 818).

**LOI MUNICIPALE.**

— Voy. QUESTIONS ORALES, n° 231.

**LOIR-ET-CHER (Département du).**

— Voy. *Calamités atmosphériques*, § 157.

**LOIRE (Département de la).**

— Voy. *Calamités atmosphériques*, § 191.

**LOIRE-ATLANTIQUE (Département de la).**

— Voy. *Loire-Inférieure*.

**LOIRE-INFÉRIEURE (Département de la).**

— Rupture d'une digue dans le. — Voy. *Calamités publiques*, §§ 5, 149.

— Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 15, 111, 183.

— (**Somme dues à la ville de Nantes au titre du contrôle médical scolaire**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 74.

**LOIRET (Département du).**

— Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 137, 145.

**LOIS ET CONTRATS.**

Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de permettre l'application des lois et contrats basés sur l'indice des 213 articles, supprimé par la substitution à cet indice de celui des 250 articles appliqué avec un coefficient de raccord, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 octobre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice). n° 5830; rapport le 13 décembre 1957 par M. Mignot, n° 6150. — Adoption sans débat le 4 février 1958 sous le titre : *Proposition de loi relative à l'application des lois et contrats se référant à l'indice des 213 articles*. Proposition de loi n° 997.

Transmise au Conseil de la République le 6 février 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 226 (année 1957-1958); rapport le 13 février par M. Gaston Charlot, n° 253 (année 1957-1958) — Adoption le 25 février 1958. — Proposition de loi n° 103 (année 1957-1958), adoptée sans modifications par le Conseil de la République et transmise à l'Assemblée Nationale le 26 février 1958. — Proposition de loi n° 1035.

Loi du 6 mars 1958, publiée au *J.O.*, du 7 mars 1958 (p. 2319).

**LONGUE-MALADIE.**

— aux enfants d'un assuré social. — Voy. *Sécurité Sociale*, § 13.

— aux titulaires de pensions de vieillesse de la sécurité sociale. — Voy. *Sécurité sociale* § 12, 22, 41.

**LONGWY (conflit du travail à la Société des produits réfractaires de)**. — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 20.

**LOTÉRIES.**

— commerciales. — Voy. *Commerce et industrie*, § 36.

**LOT-ET-GARONNE (Département du).**

Voy. *Calamités atmosphériques*, § 201.

**LOTISSEMENTS.**

Proposition de loi de M. Tixier-Vignancour, tendant à faciliter certaines opérations de lotissement, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 2388.

**LOTISSEURS.**

— imposition des. — Voy. *Impôts (dispositions générales)*, § 37.

**LOUEURS.**

— en meublé (contribution mobilière). — Voy. *Impôts directs*, § 153.

— en meublé (pente saisonnière). — Voy. *Finances locales*, §§ 47, 53.

**LOURDES.**

— Timbre commémoratif du centenaire des apparitions de. — Voy. *commémorations et anniversaires*, §§ 11, 12, 13, 14.

**LOYERS**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi rejetée par le Conseil de la République, relative à l'assistance judiciaire en matière de délais d'expulsion (*Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1726, 2<sup>e</sup> col., § 105*) transmise à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 44; rapport le 8 mars 1958 par M. Bourbon, n° 6846;

§ 2. — Proposition de loi de MM. Frédéric-Dupont et Coirré, tendant à faire bénéficier les grands invalides de guerre de l'article 22 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 120

§ 3. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont, tendant à faire bénéficier du droit de priorité prévu par l'article 28 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, les fonctionnaires bénéfi-

ciaient d'un logement de fonctions et qui se trouvent privés de ce logement par suite de leur mise à la retraite, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 142.

§ 4. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à compléter l'article 5 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers en vue d'établir juridiquement la qualité de locataire pour les membres de la famille légalement habilités à être maintenus dans les lieux, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 166.

§ 5. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations-logement, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 172.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à assurer le financement autonome de l'allocation de logement, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 185.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Gautier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire surseoir à toute expulsion de locataires pendant les mois d'hiver tant que les intéressés n'auront pas été relogés dans des conditions normales maintenant la cohésion de la famille, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 303; rapport collectif le 6 mars 1956 par Mme Rabaté, n° 997 (*voy. ci-dessous § 9*).

§ 8. — Proposition de résolution de M. Raymond Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les conditions d'attribution de l'allocation-logement dans le régime agricole et à assurer le financement de cette amélioration, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 février 1956 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 367.

§ 9. — Proposition de loi de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à interdire toute expulsion de locataires ou d'occupants de locaux d'habitation sans relogement préalable des intéressés dans des conditions normales, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice) n° 520 (rectifié); rapport collectif le 6 mars 1956 par Mme Rabaté, n° 997 (Voy. ci-dessus, § 7).

I. — *Dispositions tendant à surseoir aux expulsions sans relogement pendant les mois d'hiver* (La Commission conclut à une résolution). Adoption le 20 mars 1956, n° 46.

II. — *Dispositions législatives concernant l'expulsion de certains locataires et occupants*. Rapport collectif le 16 mai 1956 par Mme Rabaté, n° 1851. Adoption le 27 juin 1956 sous le titre : « Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 modifiée permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel. » Proposition de loi n° 148.

Transmise au Conseil de la République le 27 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 577 (année 1955-1956); rapport par M. Schwartz, n° 594 (année 1955-1956) et adoption avec modifications le 5 juillet 1956. Proposition de loi n° 238 (année 1955-1956).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 5 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2468; rapport le 11 juillet par Mme Rabaté, n° 2530. Adoption avec modifications le 12 juillet 1956 (1<sup>re</sup> séance). Proposition de loi n° 185.

Transmise au Conseil de la République le 12 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 639 (année 1955-1956); rapport le 30 octobre par M. Schwartz n° 46 (année 1956-1957). Adoption avec modifications le 6 novembre 1956. Proposition de loi n° 23 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 7 novembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3153; rapport le 21 novembre par Mme Rabaté, n° 3288. Adoption le 27 novembre 1956 (1<sup>re</sup> séance). Proposition de loi n° 313.

Loi du 3 décembre 1956, publiée au *J.O.* des 3 et 4 décembre 1956 (p. 4552).

I. — *Dispositions tendant à surseoir aux expulsions sans relogement pendant les mois d'hiver*.

**DISCUSSION D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION** [20 mars 1956] (p. 1052, 1061).

— Entendus : Mme Rabaté, *Rapporteur*; MM. Mitterrand, *Ministre d'Etat, Garde des Sceaux chargé de la Justice*; Mignot, Bouxom, A. Gauthier, Mondon (Moselle), de Moro-Giafferri, *Président de la Commission*; Dejean, Berthomnier. Observations sur : les directives données en 1954 par M. Martinaud-Déplat (p. 1053, 1063); les demandes d'assistance judiciaire (p. 1053, 1054); le problème des expulsions (p. 1054 et suiv.); le passage à la discussion de la proposition de résolution est ordonné (p. 1064); amendement de M. Isorni tendant à ne considérer que les locataires ou occupants de bonne foi (p. 1065); adoption (*ibid.*); adoption de la proposition de résolution ainsi modifiée (*ibid.*).

II. — *Dispositions législatives concernant l'expulsion de certains locataires ou occupants*.

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE**

[19 juin 1956] (p. 2757); [26 juin 1956] (p. 3023, 3081); [27 juin 1956] (p. 3109). — Entendus : Mme Rabaté, *Rapporteur*; MM. Mitterrand, *Garde des Sceaux, chargé de la Justice*, Mignot, de Moro-Giafferri, *Président de la Commission*; Bouxom, Dejean. — Observations sur l'économie du texte, notamment la compétence donnée aux juges de paix et l'impossibilité de procéder à des expulsions pendant l'hiver (p. 2757 à 2760); le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 3023). — Article premier : *Octroi de délais renouvelables tant qu'il n'y a pas relogement* (p. 3023); amendement de M. Mignot tendant à rendre compétent le juge des référés et non le juge de paix (p. 3023); rejet au scrutin (p. 3027); liste des votants (p. 3032); amendement de M. Jean Lefranc tendant à rendre compétent le juge de paix statuant en référé sans préliminaires de conciliation (p. 3027); rejet au scrutin (p. 3028); liste des votants (p. 3033); retrait de l'amendement de M. Jean Lefranc visant l'absence de titres à l'origine de l'occupation (p. 3028); amendement de Mlle Marzin tendant à étendre les dispositions de l'article aux clients ou occupants des locaux meublés ou garnis (p. 3028); suppression de la seconde partie de l'amendement (p. 3029); renvoi de l'amendement en commission (*ibid.*); l'article premier est réservé (p. 3082); reprise de la discussion (p. 3113); l'amendement de Mlle Marzin est

Loyers

déclaré satisfait par l'adoption de l'article 4 (*ibid*); adoption de l'article premier (*ibid*). — Art. 2 : *Durée des délais* (p. 3082); amendement de M. Mignot tendant à supprimer la disposition prévoyant un délai minimum (p. 3082); rejet au scrutin (p. 3082); liste des votants (p. 3094); amendement de M. Mignot tendant à ajouter les circonstances atmosphériques à la liste des éléments d'appréciation (p. 3082); adoption (*ibid*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid*). — Art. 3 : *Impossibilité de procéder à des expulsions pendant l'hiver* (p. 3082); amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article (*ibid*); amendement d'objet identique de M. Jean Lefranc (*ibid*); rejet au scrutin du texte commun des amendements (3084); liste des votants (p. 3095); amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à limiter l'application de cette mesure aux seuls occupants de bonne foi (p. 3084); rejet au scrutin (*ibid*); liste des votants (p. 3097); amendement de M. Bouxom tendant à permettre l'expulsion quand il y a relogement (p. 3109); amendement de Mlle Marzin tendant à interdire l'expulsion sans relogement quelle que soit la période de l'année (p. 3109); rejet au scrutin (p. 3111); liste des votants (p. 3143); adoption de l'amendement de M. Bouxom (p. 3111); amendement de M. Mignot tendant à exclure du bénéfice de l'article le locataire ne se comportant pas « en bon père de famille » (p. 3112); rejet (*ibid*); adoption de l'article 3 (*ibid*). — Art. 4 : *Application des dispositions de la loi aux occupants des hôtels, pensions de famille et meublés* (à l'exclusion des hôtels de tourisme homologués) (p. 3112); adoption de l'article au scrutin (p. 3113); liste des votants (p. 3144). — *Explications de vote* : Observations sur : l'inexécution des décisions judiciaires en matière d'expulsion (p. 3113, 3114); l'économie du texte (p. 3114 à 3116); la politique suivie en matière de loyers depuis 1919 (p. 3114, 3115); adoption au scrutin de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3117); liste des votants (p. 3147). = Orateurs : MM. Bone, Bouxom, Brocas, Cayeux, Saïd Mohamed Cheikh, Dejean, Duveau, *Sous-Secrétaire d'Etat, suppléant le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Frédéric-Dupont, Gautier, Gilbert-Jules, *Ministre de l'Intérieur*; Hernu, Kir, Lacaze, Jean Lefranc, Mlle Marzin, MM. Mignot, Minjoz, *Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale*, de Moro-Giafferri, *Président de la Commission*; Mme Rabaté, *Rapporteur*; M. Triboulet.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE**  
[12 juillet 1956] (p. 3419). — Entendus :

Mme Rabaté, *Rapporteur*; M. Kir. Observations sur la position prise par le Conseil de la République (p. 3420). — Article premier : (p. 3420); amendement de M. Mignot tendant à rendre compétent le juge des référés et non le juge de paix (p. 3420); rejet au scrutin (p. 3422); liste des votants (p. 3430); adoption de l'article premier (p. 3422). — Art. 2 : (p. 3422); amendement de M. Mignot tendant à supprimer la disposition prévoyant un délai minimum (p. 3422); rejet au scrutin (*ibid*); liste des votants (p. 3431); adoption de l'article 2 (p. 3422). — Art. 3 : (p. 3422); amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article (*ibid*); retrait (p. 3425); adoption de l'article 3 (*ibid*). — Art. 4 : (p. 3425); amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'application de la loi aux occupants des hôtels (p. 3425); retrait (*ibid*); adoption de l'article 4 (*ibid*). — Art. 5 (nouveau) : *Maintien des réquisitions* (p. 3425); adoption (*ibid*); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid*). = Orateurs : MM. Dejean, André Gautier, Kriegel-Valrimont, Mignot, Minjoz, *Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale*; de Moro-Giafferri, *Président de la Commission*; Mme Rabaté, *Rapporteur* : M. Tixier-Vignancour.

**DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE**  
[27 novembre 1956] (p. 5136). — Entendus : Mme Rabaté, *Rapporteur*; M. Minjoz, *Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale* (p. 5136, 5137). — Articles 1, 3, 4 : adoption (p. 5137). — Article 5 : *Réquisitions* (supprimé par le Conseil de la République) (p. 5138); adoption de la proposition de la commission tendant à accepter cette suppression (p. 5138); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid*). = Orateur : M. Dejean, *Vice-Président de la Commission*.

§ 10. — Proposition de loi de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 2 et 37 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice) n° 526.

§ 11. — Rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice par M. Henri Grimaud sur les propositions de loi : 1° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 103) tendant à surseoir à l'augmentation semestrielle des loyers, prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 1951, et à surseoir à

toute nouvelle augmentation des loyers instituée par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, tant que ne sera pas effectuée la revalorisation des salaires, traitements, pensions et retraites ; 2<sup>o</sup> de M. Renard et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 170) tendant au maintien dans les locaux d'habitation des ouvriers agricoles logés ; 3<sup>o</sup> de MM. Louis Rollin et Marcellin (n<sup>o</sup> 403) ayant pour objet de compléter l'article 5 de la loi de 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 4<sup>o</sup> de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 421) tendant à supprimer l'article 71 de la loi n<sup>o</sup> 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 5<sup>o</sup> de M. Jean Guilton et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 630) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers et l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 6<sup>o</sup> de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 775) tendant à compléter l'article 78 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, pour permettre aux Français appelés à travailler hors de la métropole et à y revenir périodiquement, de sous-louer dans certaines conditions pendant leur absence l'appartement dont ils sont locataires en France ; 7<sup>o</sup> de M. Pierre Garet (n<sup>o</sup> 1248) tendant à la prorogation des dispositions de l'article 90 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 8<sup>o</sup> de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 1249) tendant à modifier l'article 32 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 9<sup>o</sup> de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 1256) tendant à modifier l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 10<sup>o</sup> de M. Catoire (n<sup>o</sup> 1259 rectifié) tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement des taxes locatives, prestations et fournitures individuelles, en vertu de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 11<sup>o</sup> de M. Haumesser (n<sup>o</sup> 1375) tendant à modifier la législation réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux à usage professionnel ; 12<sup>o</sup> de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 1594) tendant à permettre aux usagers de locaux à usage professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux ; 13<sup>o</sup> de MM. Coudray et Lucas (n<sup>o</sup> 2908) tendant à modifier l'article 10, paragraphe 7, de la loi n<sup>o</sup> 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 14<sup>o</sup> de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 2961) tendant à surseoir à toute augmen-

tation de loyer tant que n'auront pas été revalorisés les salaires, traitements, pensions et retraites ; 15<sup>o</sup> de M. Pierre Ferri (n<sup>o</sup> 2962) tendant à modifier l'article 38 de la loi sur les loyers ; 16<sup>o</sup> de M. Gautier et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3147 rectifié) tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux ; 17<sup>o</sup> de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3157) tendant à abroger l'article 71, alinéa 2, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 18<sup>o</sup> de M. Desson et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3195) tendant à compléter l'article 72 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel pour permettre l'installation de postes de télévision ; 19<sup>o</sup> de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3504) tendant à modifier l'article premier de la loi n<sup>o</sup> 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, modifiée, relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage d'habitation ; 20<sup>o</sup> de M. Bouvier O'Cottereau (n<sup>o</sup> 3704) tendant à compléter l'article 19 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, relatif au droit de reprise ; 21<sup>o</sup> de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3728) tendant à surseoir, pendant la durée des vacances judiciaires, aux délais impartis pour exercer une voie de recours aux litiges entre bailleurs et preneurs d'immeubles ; 22<sup>o</sup> de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3745) tendant à surseoir à toute augmentation de loyers ; 23<sup>o</sup> de Mme Poinso-Chapuis (n<sup>o</sup> 4089) tendant à abroger l'article 71, alinéa 2, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 24<sup>o</sup> de M. Secrétain (n<sup>o</sup> 4293) tendant à compléter l'article 38 de la loi n<sup>o</sup> 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, relatif au remboursement des fournitures et prestations ; 25<sup>o</sup> de M. Ramarony (n<sup>o</sup> 4360) tendant à modifier l'article 38 de la loi n<sup>o</sup> 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; 26<sup>o</sup> de M. Bernard Lafay (n<sup>o</sup> 4604) tendant à limiter l'application de l'article 10, paragraphe 10, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 27<sup>o</sup> de M. Frédéric-Dupont (n<sup>o</sup> 5100) tendant à modifier l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre



Loyers

1948 ; 28° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues (n° 5122) tendant à permettre aux usagers des locaux à titre professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux ; 29° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 5234) tendant à modifier l'article 45 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; 30° de M. Gaston Palewski (n° 5283) tendant à garantir le droit de priorité des concierges dont le poste a été supprimé, en regard du logement qu'ils occupent ; 31° de M. Charret (n° 5285) tendant à remettre aux acquéreurs d'appartements, la charge des frais et indemnités justifiées compensatoires de l'éviction imposée en vertu des articles 18, 19 et 20 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 ; 32° de M. Frédéric-Dupont (n° 5316) tendant à modifier l'article 18 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 concernant le droit de reprise ; 33° de M. Baylet (n° 5461) tendant à modifier l'article 22 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 34° de M. Bouxom et Mme Francine Lefebvre (n° 5977) tendant à modifier l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers en vue d'une meilleure utilisation des locaux existants ; 35° de M. Joseph Denais (n° 6124) tendant à compléter les articles 19 et 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 36° de M. Bouvier O'Cottreau (n° 6305) tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement de la consommation d'eau de leurs locataires, en vertu de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 37° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n° 6383) tendant à compléter l'article 5 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers en vue d'établir juridiquement la qualité de locataire pour les membres de la famille légalement habilités à être maintenus dans les lieux ; 38° de Mme Francine Lefebvre (n° 6579) tendant à modifier l'article 10, paragraphe 10° de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; 39° de M. de Benouville (n° 6677) tendant à modifier l'ar-

ticle 71 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; 40° de M. Frédéric-Dupont (n° 6744) tendant à faire bénéficier les grands invalides de guerre de l'article 22 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers ; 41° de M. Burlot (n° 6790) abrogeant le 5<sup>e</sup> alinéa de l'article 20 modifié de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 ; 42° de M. Paquet (n° 6875) tendant à assurer la répartition équitable des frais de chauffage dans les locaux et immeubles à usage d'habitation ; 43° de M. Alfred Coste-Floret et plusieurs de ses collègues (n° 6927) tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 44° de M. Maton et plusieurs de ses collègues (n° 7391) tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux travailleurs logés accessoirement à leur contrat de travail, lorsque l'expulsion n'est pas demandée par l'employeur dans le but de loger un autre employé nécessaire à l'activité de l'entreprise ; 45° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 7821) tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 46° de M. Legaret (n° 7923) tendant au maintien dans leur lieu d'habitation des personnes âgées de plus de 70 ans ; 47° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 7948) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 modifiées par le décret n° 53-700 du 9 août 1953, de l'ordonnance du 11 octobre 1945 et de la loi du 24 mai 1951 et tendant à adapter le régime des loyers à la situation économique et sociale ; 48° de M. Charret (n° 8033) tendant à modifier le droit de reprise prévu par les articles 18, 19 et suivants de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 49° de M. Catoire (n° 8158) tendant à rendre valables les accords à intervenir entre propriétaires et locataires pour la modernisation et l'explo-

tation des installations de chauffage; 50° de M. Deliaune (n° 8428) tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 53-286 du 4 avril 1953 modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel; 51° de M. Secrétain (n° 8504) tendant à modifier et compléter l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, relatif au remboursement des fournitures et prestations; 52° de M. Jean Cayeux (n° 8845) tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement; 53° de M. Haumesser (n° 8925) tendant à compléter l'article 18 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 et l'article 17 de la loi du 30 décembre 1950 sur les rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation; 54° de M. Bignon (n° 10172) tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers; 55° de M. Siefridt (n° 10678) tendant à compléter l'article 37 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers; 56° de M. Fonlupt-Esperaber (n° 10806) tendant à modifier les dispositions de l'article 79 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel; 57° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 1090) tendant à l'abrogation des lois et décrets portant augmentation des loyers; 58° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 11541) tendant à compléter l'article 18 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 modifiée, sur les loyers; 59° de M. Chazette, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 434) tendant à compléter les articles 18, 19 et 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers concernant le droit de reprise; 60° de M. Marcel Molle, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 3336) tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 (dispositions relatives au maintien dans les lieux); 61° de M. Durand-Réville, sénateur (n° 8893) tendant à compléter et à préciser certaines dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, (voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1712, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> col. § 2), repris le 16 février 1956 (par application de l'article 33 du Règle-

ment et renvoyé à la Commission de la justice), n° 546.

§ 12. — Rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice par M. Minjoz sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à autoriser la réquisition des boutiques et locaux commerciaux inoccupés dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi n° 54-726 du 15 juillet 1954 (Voir la Table des impressions de la 2<sup>e</sup> Législature, p. 1728, 1<sup>re</sup> col. § 116); (repris le 16 février 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la justice), n° 548; rapport le 22 mars 1956 par M. Alphonse Denis, n° 1353. Adoption sans débat le 26 avril 1956 sous le titre: « Proposition de la loi relative à la réquisition des locaux commerciaux vacants ou inoccupés ». — Proposition de loi n° 84.

Transmis au Conseil de la République le 3 mai 1956 (renvoyé à la Commission de la justice). n° 429 (année 1955-1956); rapport le 5 juin 1956 par M. Jean Geoffroy, n° 498 (année 1955-1956); adoption le 7 juin 1956. Proposition de loi n° 197 (année 1955-1956) adoptée sans modifications par le Conseil de la République et transmise à l'Assemblée Nationale le 7 juin 1956. — Proposition de loi n° 119.

Loi du 18 juin 1956, publiée au J. O. des 18 et 19 juin (p. 5560).

§ 13. — Proposition de loi de M. Raymond Guyot et plusieurs de ces collègues tendant à abroger les lois et décrets portant augmentation des loyers, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 628.

§ 14. — Proposition de loi de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951, modifiée par les lois des 15 juillet 1954 et 3 avril 1955 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 953; rapport collectif le 16 mai 1956 par Mme Rabaté, n° 1851 (Voy. ci-dessus, § 9) (II).

§ 15. — Proposition de loi de M. Maton et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux travail-

Loyers

leurs logés accessoirement à leur contrat de travail lorsque l'expulsion n'est pas demandée par l'employeur dans le but de loger un autre employé nécessaire à l'activité de l'entreprise, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 967.

§ 16. — Proposition de loi de M. René Pléven et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux artisans les mêmes allocations de logement qu'aux salariés, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 mars 1956 (renvoyée à la Commission du travail), n° 1044.

§ 17. — Proposition de résolution de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à : 1° apurer le fonds commun d'allocation-logement ; 2° permettre, par les Caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, l'utilisation de la somme de 400 millions de francs, pour l'attribution de prêts destinés à l'amélioration de l'habitat rural, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 mars 1956 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 1045.

§ 18. — Proposition de loi de M. de Léotard et plusieurs de ses collègues tendant à adapter certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires aux contrats portant concession du droit d'extraction de produits de carrière, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1058.

§ 19. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1136.

§ 20. — Proposition de loi de M. Gavini tendant à modifier l'article 37 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1162.

§ 21. — Proposition de loi de MM. Couinaud, Pelleray et Febvay tendant à modifier le régime de l'allocation compensatrice des allocations de loyers instituée par l'article 74 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1240.

§ 22. — Proposition de loi de M. Hernu et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer la situation des locataires des cités d'urgence, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 1312.

§ 23. — Proposition de loi de M. André Gautier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 54-726 du 15 juillet 1954 afin d'interdire les expulsions des familles dont le chef ou le soutien appartient à une unité stationnée en Afrique du Nord, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1492 ; rapport collectif le 16 mai 1956 par Mme Rabaté, n° 1851 (Voy. *ci-dessus*, § 9, [II]).

§ 24. — Proposition de loi de M. Vayron et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951, permettant, à titre provisoire, de surseoier aux expulsions de certains occupants de bonne foi, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1530 ; rapport collectif le 16 mai 1956 par Mme Rabaté, n° 1851 (Voy. *ci-dessus*, § 9 [II]).

§ 25. — Proposition de loi de M. Pelissou et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 43 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et des locataires, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1611.

§ 26. — Proposition de résolution de MM. Duquesne et Lucien Nicolas tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un assouplissement des règles fixées pour l'attribution de l'allocation de logement en ce qui concerne notamment les conditions d'habitabilité des logements, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission de la

reconstruction), n° 1735; rapport le 7 juin 1956 par M. Halbout, n° 2095.

§ 27. — Proposition de résolution de M. Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre, en faveur des rappelés et maintenus sous les drapeaux à l'occasion des événements d'Afrique du Nord, des dispositions analogues à celles du décret du 26 septembre 1939 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1813; rapport collectif le 7 juin 1956 par M. Gautier, n° 2103 (Voy. ci-dessous, § 29).

§ 28. — Proposition de loi de MM. Viatte, Ihuel et Jean Villard tendant à modifier l'article 96 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 afin de faire cesser toute différence, pour un même nombre d'enfants à charge, entre les allocations de logement servies aux allocataires non salariés et celles versées aux allocataires salariés, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1825.

§ 29. — Projet de loi instituant diverses mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 mai 1956 par M. François Mitterrand, Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 1866; rapport collectif le 7 juin 1956 par M. Gautier, n° 2103 (Voy. ci-dessus, § 27). Adoption le 19 juin 1956 (3<sup>e</sup> séance) sous le titre : « *Projet de loi instituant diverses mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux.* » — Projet de loi n° 129.

Transmis au Conseil de la République le 21 juin 1956 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 554 (année 1955-1956); rapport le 27 juin 1956 par M. Marcilhacy, n° 568 (année 1955-1956). Adoption le 27 juin 1956. Projet de loi n° 222 (année 1955-1956), adopté sans modifications par le Conseil de la République et transmis à l'Assemblée Nationale le 27 juin 1956. — Projet de loi n° 145.

Loi du 9 juillet 1956, publiée au *J. O.* des 9 et 10 juillet 1956 (p. 6392).

**DISCUSSION** [19 juin 1956] (p. 2739, 2755). — Entendus : MM. Gautier, *Rapporteur*; Ch. Bonnet, Alouin; observations sur : la nécessité de maintenir une stricte égalité entre les rappelés (p. 2739); les agriculteurs rappelés envoyés en occupation en Allemagne (p. 2739); le passage à la discussion des articles est ordonné (*ibid.*). — Article premier : Adoption (p. 2739). — Art. 2 : *Relèvement de forclusion* (p. 2739); amendement de M. Jean Lefranc introduisant certaines modifications et précisions (p. 2740); sous-amendement de M. Jean-Paul David concernant les obligations fiscales (p. 2740); adoption du sous amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement rectifié de M. Jean Lefranc, modifié par le sous-amendement, qui devient l'article 2 (p. 2740). — Art. 3 : Adoption (*ibid.*). — Art. 4 : *Relèvement de forclusion pour la partie mise dans l'impossibilité d'agir du fait des présentes dispositions* (p. 2740); amendement de M. Jean Lefranc : modification de rédaction (p. 2740); adoption de l'amendement qui devient l'article 4 (p. 2741). — Art. 5 : *Défaut de paiement* (p. 2741); amendement de M. Jean Lefranc tendant à ajouter l'impossibilité d'évoquer les décisions judiciaires (p. 2741); sous-amendement de M. Jean-Paul David visant les déclarations tardives ou le retard dans le paiement des impôts (p. 2741); adoption du sous-amendement (*ibid.*); adoption de M. Jean Lefranc, complété par le sous-amendement de M. Jean Paul David, qui devient l'article 5 (p. 2741). — Art. 6 : *Délais de grâce pour les débiteurs* (p. 2741); amendement de M. Boscary-Monsservin visant les agriculteurs et artisans ruraux emprunteurs au crédit agricole (p. 2741); rejet de la demande de disjonction de l'amendement, présentée par la commission (p. 2742); le Gouvernement oppose l'article 48 du règlement à l'amendement (*ibid.*); amendement de M. Jean-Paul David visant les délais de paiement en matière fiscale (p. 2742); adoption (p. 2743); l'article 6 est réservé (*ibid.*); r-prise de la discussion (p. 2755); disjonction de l'amendement de M. Boscary-Monsservin (*ibid.*); adoption de l'article 6 (*ibid.*). — Article additionnel : amendement de M. Dejean prévoyant dérogations aux principes de la location-gérance (p. 2755); adoption (*ibid.*). — Art. 7 : *Sursis aux expulsions* (p. 2755); amendement de M. Dejean étendant la mesure aux militaires du contingent (p. 2755); adoption (*ibid.*); adoption de l'article 7 (p. 2756). — Art. 8 et 9 : Adoption (p. 2756). — Articles additionnels : amendement de M. Dejean étendant

Loyers

aux sociétés de commerce les dispositions prévues (p. 2756); adoption (*ibid*); amendement de M. Christian Bonnet tendant à accorder la garantie de l'emploi aux engagés et rengagés (p. 2756); adoption (*ibid*). — Article 10 : Adoption (p. 2756); adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi (p. 2756); liste des votants (p. 2769). = Orateurs : MM. Besson, Christian Bonnet, Cayeux, Charpentier, Dejean, Gilbert-Jules, *Ministre de l'Intérieur*; Jean Lefranc, Marin, de Moro-Giafferri, *Président de la Commission*.

§ 30. — Proposition de loi de M. Thiriet tendant à modifier la loi du n° 51-1116 du 21 septembre 1951 sur les redevances domaniales dues à l'Etat pour occupation de bâtiments provisoires, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 2092; rapport collectif le 4 février 1958 par M. Plaisance, n° 6495 (Voy. ci-dessous, §§ 31, 32, 34).

§ 31. — Proposition de loi de M. Hernu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la fixation des redevances d'occupation de bâtiments provisoires à usage d'habitation édifiés par l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 2148; rapport collectif le 4 février 1956 par M. Plaisance, n° 6495 (Voy. ci-dessus, § 30).

§ 32. — Proposition de loi de M. Plaisance et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la fixation des redevances d'occupation de bâtiments provisoires à usage d'habitation édifiés par l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 2160; rapport collectif le 4 février 1958 par M. Plaisance, n° 6495 (Voy. ci-dessus, § 30).

§ 33. — Proposition de loi de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'une prestation logement pour les travailleurs à faibles revenus, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2303.

§ 34. — Proposition de loi de M. Gaillemain et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer des redevances locatives les économiquement faibles et chômeurs totaux occupant des bâti-

ments provisoires édifiés par l'Etat dans les régions sinistrées, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 2400; rapport collectif le 4 février 1958 par M. Plaisance, n° 6495 (Voy. ci-dessus, § 30).

§ 35. — Proposition de loi de M. Georges Maurice tendant à interdire toute expulsion à l'encontre des familles dont le chef ou le soutien de famille appartient à une unité stationnée en Afrique du Nord, présentée au Conseil de la République le 3 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 585 (année 1955-1956); rapport collectif le 26 juillet 1956 par M. Marcihacy, n° 673 (année 1955-1956) (Voy. ci-dessous, § 38).

§ 36. — Proposition de loi de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant au maintien dans les lieux du conjoint survivant, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2487.

§ 37. — Proposition de loi de M. de Moro-Giafferri et Mme Rabaté tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951, modifiée, permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, ainsi que les dispositions de l'article 342-2 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2529; rapport le même jour par Mme Rabaté, n° 2531. Adoption sans débat le 24 juillet 1956. — Proposition de loi n° 206.

Transmise au Conseil de la République le 26 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 672 (année 1955-1956), rapport le même jour par M. Schwartz, n° 674 (année 1955-1956). Adoption le 26 juillet 1956. Proposition de loi n° 262 (année 1955-1956) adoptée sans modifications par le Conseil de la République et transmise à l'Assemblée Nationale le 26 juillet 1956 (2<sup>e</sup> séance). Proposition de loi n° 209.

Loi du 3 août 1956, publiée au *J. O.* du 4 août 1956.

§ 38. — Proposition de loi de M. Georges Pernot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 56-672 du 9 juillet 1956 insti-

tuant diverses mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux. ainsi que la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951, modifiée, tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, présentée au Conseil de la République le 12 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), **n° 628 (année 1955-1956)**; rapport collectif par M. Marcihacy, **n° 673 (année 1955-1956)**. Voy. ci-dessus § 35 et adoption le 26 juillet 1956 sous le titre : « Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 56-672 du 9 juillet 1956 instituant diverses mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux. » — Proposition de loi **n° 263 (année 1955-1956)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 26 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission de la défense nationale). **n° 2680**; rapport le 6 mars 1957 par M. André Gautier **n° 4415**; Avis de la Commission de la défense nationale le 20 mars 1957 par M. Gaillemin, **n° 4595**. Adoption avec modifications le 3 avril 1957. Proposition de loi **n° 607**.

Transmise au Conseil de la République le 4 avril 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), **n° 588 (année 1956-1957)**; rapport par M. Marcihacy, **n° 613 (année 1956-1957)** adoption le 11 avril 1957. Proposition de loi **n° 243 (année 1956-1957)**, adoptée sans modifications par le Conseil de la République et transmise à l'Assemblée Nationale le 11 avril 1957. Proposition de loi **n° 637**.

Loi du 17 avril 1957, publiée au *J. O.* du 20 avril 1957 (p. 4162).

§ 39. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), **n° 2621**.

§ 40. — Proposition de loi de M. Maurice Bokanowski tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir à toute expulsion des familles dont le chef ou l'enfant soutien de famille se trouve maintenu ou rappelé sous les drapeaux en Afrique du Nord, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), **n° 2627**.

§ 41. — Proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions de l'article 14 du décret n° 48-1766 du 22 novembre 1948 fixant les conditions de détermination de la surface corrigée des locaux d'habitation ou à usage professionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 1<sup>er</sup> août 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), **n° 2755**.

§ 42. — Proposition de loi de M. André Gautier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 en vue, notamment, de protéger les locataires et occupants des immeubles vendus par appartement, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), **n° 2805**.

§ 43. — Proposition de loi de MM. Dorey et Robert Bichet tendant à exonérer de la taxe de compensation sur les locaux d'habitation inoccupés ou insuffisamment occupés les propriétaires de locaux construits avec l'aide de la législation sur les H. B. M., présentée à l'Assemblée Nationale le 16 octobre 1956 (renvoyée à la Commission des finances), **n° 2965**.

§ 44. — Proposition de loi de MM. Bouxom et Seiflinger tendant à compléter l'article 5 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers en vue d'assurer l'application dudit article en cas d'abandon de domicile ou de décès du locataire en cours de bail, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 novembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), **n° 3222**.

§ 45. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à modifier le quatrième alinéa du paragraphe C de l'article 38 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), **n° 3342**.

§ 46. — Proposition de loi de M. Blondeau et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer du prélèvement sur les loyers certains propriétaires d'immeubles, âgés de plus de 65 ans, et non assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 décembre 1956 (renvoyée à la Commission des finances), **n° 3415**.

## Loyers

§ 47. — Proposition de loi de M. Reynouard tendant à modifier l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, aux fins d'étendre aux propriétaires d'appartement les possibilités d'échange avec tout locataire ou occupant bénéficiaire d'un maintien dans les lieux, présentée au Conseil de la République le 13 décembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 166 (année 1956-1957); rapport le 29 mai 1957 par M. Yvon, n° 690 (année 1956-1957); adoption le 11 juillet 1957. Proposition de loi n° 347 (année 1956-1957). Transmise à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5458.

§ 48. — Proposition de loi de Mlle Rumeau tendant à étendre aux logements neufs construits depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1948, et en particulier aux logements édifiés par des sociétés privées de construction d'immeubles, le bénéfice de l'article 75 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3917.

§ 49. — Proposition de loi de M. Mérigonde et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 février 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4144.

§ 50. — Proposition de loi de M. Vigier tendant à ajouter un article 9 *bis* au décret du 30 septembre 1958 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 février 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4334.

§ 51. — Proposition de loi de M. Vigier tendant à modifier l'article 9 du décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 février 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4335.

§ 52. — Proposition de loi de M. Vigier tendant à supprimer purement et simplement l'article 14 du décret du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre bailleurs et locataires,

présentée à l'Assemblée Nationale le 28 février 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4336.

§ 53. — Proposition de loi de M. Jarrosson tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 février 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4338.

§ 54. — Proposition de loi de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à interdire toute expulsion d'occupants de locaux d'habitation sans relogement préalable des intéressés et à donner aux maires les possibilités de faire procéder à ce relogement, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4476.

§ 55. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues ayant pour objet la prorogation de la loi du 2 avril 1949 modifiée, relative au maintien dans les lieux dans les hôtels et meublés, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4491; rapport le 22 mars 1957 par M. Rolland, n° 4651. Adoption le 26 mars 1957 (1<sup>re</sup> séance) sous le titre : « Proposition de loi tendant à proroger les dispositions de la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 modifiée, accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés. » - Proposition de loi n° 584.

Transmise au conseil de la République le 26 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 546 (année 1956-1957); rapport par M. Marcihacy, n° 557 (année 1956-1957) et adoption avec modifications le 28 mars 1957. Proposition de loi n° 230 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 28 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4710; rapport le 3 avril 1957 par M. Rolland, n° 4750. Adoption le 4 avril 1957. Proposition de loi n° 611.

Loi du 6 avril 1957, publiée au J. O. du 7 avril 1957 (p. 3652).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [26 mars 1957] (p. 1854). Entendu : M. Rolland, rapporteur (p. 1854); le passage à la discussion de l'article unique est ordonné (*ibid.*); adoption de l'article unique (p. 1855). = Orateur : Mme Rabaté.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE**  
[4 avri 1957] (p. 2031). — Entendu : M. Cupfer,  
*Président de la commission de la justice* (p. 2031).  
— Article unique : adoption (*ibid.*).

§ 56. — Proposition de loi de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 relative au maintien dans les lieux dans les hôtels et meublés, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4558.

§ 57. — Proposition de loi de MM. Boscary-Monsservin et Isorni tendant à compléter la loi n° 53-286 du 4 avril 1953 modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4579.

§ 58. — Proposition de loi de M. Louis Gros tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, présentée au Conseil de la République le 21 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 536 (année 1956-1957); rapport collectif le 29 mai 1957 par M. Yvon, n° 689 (année 1956-1957); (Voy. ci-dessous § 62). Adoption le 11 juillet 1957 sous le titre : *Proposition de loi tendant à permettre la reprise de certains locaux à usage d'habitation*. Proposition de loi n° 346 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1957, renvoyée à la Commission de la justice), n° 5460.

§ 59. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 79 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relatif à l'échange de locaux à usage d'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 mai 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4950.

§ 60. — Proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à autoriser les sous-locataires de locaux d'habitation bénéficiaires du maintien dans les lieux, à échanger les locaux qu'ils occupent, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 mai 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4958

§ 61. — Proposition de résolution de M. Lucien Nicolas et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à modifier le barème fixant le montant mensuel de l'allocation compensatrice des augmentations de loyer des locaux soumis à la législation des H. L. M., présentée à l'Assemblée Nationale le 14 mai 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4966.

§ 62. — Proposition de loi de M. Armengaud et plusieurs de ses collègues tendant à la modification des articles 20, 24 et 78 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, présentée au Conseil de la République le 26 janvier 1955 (*voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1727, 1<sup>re</sup> col., § 110*) rapport collectif le 29 mai 1957 par M. Yvon, n° 689 (année 1956-1957) (Voy. ci-dessus § 58).

§ 63. — Proposition de loi de M. Bruyas tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, présentée au Conseil de la République le 30 juin 1955 (*voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1728, 1<sup>re</sup> col., § 120*); rapport le 29 mai 1957 par M. Yvon, n° 691 (année 1956-1957); adoption le 16 juillet 1957. Proposition de loi n° 348 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 16 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la justice et de législation), n° 5470.

§ 64. — Proposition de loi de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à donner compétence aux juges de paix pour accorder les délais renouvelables prévus par l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 56-1223 du 3 décembre 1956, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juin 1957 (renvoyée à la Commission de la justice) n° 5115.

§ 65. — Proposition de loi de M. Billat et plusieurs de ses collègues tendant à relever le plafond des ressources établi pour l'attribution de l'allocation compensatrice aux augmentations de loyers accordée aux vieillards, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5527 rectifiée.

§ 66. — Proposition de loi de M. Médecin tendant à fixer des coefficients maxima de majoration pour les loyers des logements achevés postérieurement à la promulgation de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, présentée à l'Assemblée



Loyers

Nationale le 18 octobre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5839.

§ 67. — Proposition de loi de MM. Joseph Laniel et Vigier tendant à accorder le renouvellement du bail aux locataires âgés de plus de 70 ans, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 octobre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5860.

§ 68. — Proposition de loi de M. Fajon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 novembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5925.

§ 69. — Proposition de loi de M. André Gautier et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'article 3 bis de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 pour empêcher le retour au droit commun en matière de prix des loyers, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 novembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5927.

§ 70. — Proposition de loi de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 3 bis de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, modifiée relative aux rapports entre bailleurs et locataires, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 novembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5958.

§ 71. — Proposition de loi de M. Hovnanian relative à l'article 3 bis de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, sur les rapports entre bailleurs et locataires, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6048.

§ 72. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'attribution de l'allocation compensatrice des augmentations de loyers aux veuves de guerre titulaires d'une pension servie au titre de l'article L 51, 1<sup>er</sup> alinéa, du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6062.

§ 73. — Proposition de résolution de MM. Jean-Paul David et Bénard (Oise) tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi fixant les bases d'un indice de variation des loyers tenant compte de l'évolution des prix à la construction, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6100.

§ 74. — Proposition de loi de M. Paquet et plusieurs de ses collègues tendant à frapper de nullité les clauses des règlements d'immeubles en copropriété interdisant l'occupation à usage d'habitation des greniers, combles, galetas et locaux similaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6112.

§ 75. — Proposition de loi de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à interdire à tout propriétaire de priver d'eau et d'électricité ses locataires; 2° à obtenir des Compagnies d'eau, de gaz et d'électricité qu'elles continuent à assurer aux familles, qui acquittent régulièrement leurs quittances, les fournitures d'eau, d'électricité et de gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6353.

§ 76. — Proposition de loi de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 537 du Code de la sécurité sociale en vue de porter de deux à cinq ans la période pendant laquelle l'allocation de logement est maintenue si un logement devient surpeuplé par suite de naissance ou de la prise en charge d'un enfant ou d'un proche parent, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6482.

§ 77. — Proposition de loi de M. Cupfer tendant à compléter l'article 78 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 février 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6616.

§ 78. — Proposition de résolution de M. André Begouin tendant à modifier les

articles 55 et 57 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers et accordant l'amnistie aux personnes condamnées par application de ces articles, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 février 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6637.

§ 79. — Proposition de loi de M. Cagne et plusieurs de ses collègues tendant à interdire toute expulsion des locataires domiciliés dans des immeubles construits sur les terrains appartenant aux hospices civils de Lyon et à étendre les dispositions des lois des 1<sup>er</sup> septembre 1948 et 30 juin 1926 aux propriétaires de constructions établies sur terrain d'autrui et tous les occupants de leur chef, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6844.

§ 80. — Proposition de loi de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à interdire toute expulsion d'occupants de locaux d'habitation sans relogement préalable des intéressés et à donner aux maires les possibilités de faire procéder à ce relogement, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6868.

§ 81. Proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 48 1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les locaux d'habitation ou à usage professionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6910.

§ 82. — Proposition de loi de M. Gautier-Chaumeil tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 7009.

§ 83. — Proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 51 1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951, modifiée par les lois n° 55-362 du 3 avril 1955 et n° 56-1223 du 3 décembre 1956, relative aux expulsions de locataires, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 7015.

§ 84. — Projet de loi instituant, en matière de loyer, diverses mesures de protection en faveur des fonctionnaires affectés ou détachés hors du territoire européen de la France en application de la loi n° 57-874 du 1<sup>er</sup> août 1957 et de certains militaires, présenté à l'Assemblée Nationale le 15 avril 1958 par M. R. Lecourt, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 7077.

§ 85. — Projet de loi réglementant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants des hôtels, pensions de famille et meublés, présenté à l'Assemblée Nationale le 15 avril 1958 par M. Pierre Garet, Ministre de la Reconstruction et du logement (renvoyé à la Commission de la justice), n° 7080.

§ 86. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 7119.

§ 87. — Proposition de loi de M. Cupfer relative à l'attribution du droit au bail ou au maintien dans les lieux en cas de divorce ou de séparation de corps, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 mai 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 7213.

§ 88. — Abrogation des augmentations de. — Voy. *Loyers*, § 13.

— dans les D.O.M. — Voy. *D.O.M.*, § 5.

— fictif. — Voy. *Impôts directs*, § 132.

— des H.L.M. — Voy. *H.L.M.*, §§ 4, 5, 6.

— des logements achevés après le 1<sup>er</sup> septembre 1948. — Voy. *Loyers*, § 66.

— Protection de certains fonctionnaires et militaires en matière de. — Voy. *Loyers*, § 84.

— Réforme de la loi sur les. — Voy. *Loyers*, § 41.

— Répartition des droits entre propriétaires et locataires, commerçants sinistrés. — Voy. *Propriété commerciale*, § 41.

— (Augmentation des ... des H. L. M.) (arrêté du 8 août 1956). — Voy. *INTERPEL-*

Loyers

LATIONS, n° 135 ; CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [25 janvier 1957] (p. 317).

— (des H. L. M.). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 204.

— (Modification de l'article 3 bis de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948). — Voy. BUDGET DE 1957, § 5, A t. 33.

— (Suppression de l'exonération prévue pour les augmentations de). — Voy. ASSISTANCE ET PRÉVOYANCE SOCIALES (n° 1399).

— (Taux des ... pour les constructions provisoires) (Dunkerque-Nord). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 300.

### LOZÈRE (DÉPARTEMENT DE LA).

Voy. — *Calamités atmosphériques*, §§ 215, 217.

— culture de la lavande dans le. — Voy. *Agriculture*, § 150.

**LUCAS (M.) : Litige avec le gouvernement éthiopien.** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 311.

**LUXEMBOURG :** Protocole annexe franco-luxembourgeois (canalisation de la Moselle). — Voy. TRAITÉS ET CONVENTIONS (n° 3181) [11 décembre 1956] (p. 5851).

**LYAUTEY (MARÉCHAL) : Atteintes à la mémoire du ... au Maroc.** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 138.

### LYCÉE.

— franco-hongrois. — Voy. *Enseignement secondaire*, § 7.

— de jeunes filles dans le bois de Vincennes. — Voy. *Enseignement secondaire*, § 5.

— de Perpignan. — Voy. *Enseignement secondaire*, § 6.

### LYON.

— bi-millénaire. — Voy. *Commémorations et anniversaires*, § 4.

— centre anti-cancéreux de. — Voy. *Hospices et hôpitaux*, § 4.

— cité universitaire à. — Voy. *Enseignement supérieur*, § 10.

— expulsion de locataires d'immeubles construits sur terrains des hospices de. — Voy. *Loyers*, § 79.

— Institut national des sciences appliquées. — Voy. *Enseignement supérieur*, § 5.

— (Elections municipales). — Voy. ÉLECTIONS (n° 8).

— (Fermeture des établissements Berliet à). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 297.

— (Incident du 24 janvier 1958). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 333.

— (et région lyonnaise) : Terrorisme nord-africain. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 298.